

REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

à la simple question Laurent Miéville au nom du groupe vert'libéral - E-relevé fiscal, à quand la possibilité pour les contribuables vaudois de pouvoir ajouter à leur déclaration d'impôt un état des titres électronique ?

Rappel de la simple question

Avec le développement des technologies numériques, l'Etat se doit de proposer des solutions simples facilitant le travail jugé souvent astreignant par les contribuables pour remplir leur déclaration d'impôts.

Des progrès ont été apportés depuis l'arrivée du logiciel VaudTax, en particulier pour reprendre une partie des données des années précédentes et, plus récemment, de pouvoir téléverser des annexes à sa déclaration. Il reste cependant encore de nombreuses améliorations susceptibles de faciliter le travail de collecte des informations demandées.

En particulier, il semble assez évident que de pouvoir disposer des informations numériques relatives à l'état des titres et comptes bancaires afin de les fournir avec la déclaration numérique, apporterait un plus indéniable, notamment par la réduction du temps consacré et des erreurs générées.

Il s'avère que d'autres Cantons ont déjà saisi cette opportunité en collaboration avec les banques suisses telles que Crédit suisse et UBS. Genève, notamment, dispose de cette possibilité depuis cette année. Au total une douzaine de Cantons l'ont annoncé d'ici 2 ans. J'ai donc le plaisir de soumettre la question suivante au Conseil d'Etat :

A quand la possibilité pour les contribuables vaudois d'ajouter à leur déclaration d'impôt un état des titres électronique ?

Réponse du Conseil d'Etat

L'intérêt d'un état des titres électronique permettant au contribuable d'intégrer ses titres et rendements bancaires directement dans sa déclaration d'impôt n'a pas échappé au Conseil d'Etat. Ce sujet a ainsi été abordé dans l'EMPD informatique no 96 adopté au début de cette année par le Grand Conseil. Parmi les rubriques de cet EMPD figure une demande de crédit d'étude de 80'000 francs relatif à cet outil. Une fois l'étude terminée un calendrier de mise en œuvre pourra être établi.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 1^{er} mai 2019.

La présidente :

N. Gorrite

Le chancelier :

V. Grandjean